

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société des CARRIERES DE SARE SAS

Avenue de l'Ursuya
CS 30031
64 250 Cambo-Les-Bains

Références : ED/UbD40-64B/D2026
Code AIOT : 0005204638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement Société des CARRIERES DE SARE SAS implanté au lieu dit Paratce 64240 Isturits. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des CARRIERES DE SARE SAS
- Paratce 64240 Isturits
- Code AIOT : 0005204638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières de Sare est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4638/2013/025 du 24 décembre 2013, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Isturits, sur une superficie de 331 077 m², pour une durée de l'activité d'extraction de 30 ans. Pour la rubrique 2510, l'autorisation arrivera à échéance le 24 décembre 2043.

La production maximale autorisée de la carrière est de 800 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance totale de 1 600 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Surveillance de la qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.9	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 2.4	Sans objet
2	Champ d'application	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 2.5	Sans objet
3	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 3.3	Sans objet
4	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 3.4	Sans objet
5	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.3	Sans objet
6	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.6	Sans objet
7	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.7	Sans objet
8	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.8	Sans objet
10	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7	Sans objet
15	Eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.5	Sans objet
17	Plan de surveillance des re-tombés de poussières – bilan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet
19	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.9-3	Sans objet
20	Bruits	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 11.1	Sans objet
21	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 14.3	Sans objet
22	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater de gros travaux d'amélioration dans la gestion des eaux

des plateformes, dans la reprise des fronts pour les pousser en position définitive ainsi que dans l'aménagement paysager avec de la préparation à la remise en état des fronts et le traitement des espèces invasives.

Toutefois, il convient notamment de finaliser la reprise de la verse à stérile sud, et de créer une rétention pour les eaux d'extinction en cas d'incendie dans le hangar stockant des engins et des produits dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production et durée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation d'exploitation de la carrière, rubrique 2510-1, est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. Les activités non visées par la rubrique 2510-1, ne sont pas soumises à la limitation de durée de l'autorisation.</p> <p>Le tonnage total de matériaux calcaire à extraire est d'environ 17,7 millions de tonnes.</p> <p>La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 800 000 tonnes.</p> <p>L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 1 an au moins avant l'échéance de la présente autorisation</p> <p>La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R512-76 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La production de l'année 2025 déclarée dans GEREPE est inférieure à la production maximale autorisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Intégration dans le paysage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.</p> <p>Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables, ou les matériaux nécessaires à la remise en état.</p> <p>L'exploitant met en place les moyens nécessaires à la recolonisation végétale du talus remanié en bordure est du site.</p>
Constats :

<p>Les abords de l'établissement sont maintenus propres et correctement entretenus. De grosses opérations sont mises en places pour réduire et contenir la colonisation par des espèces invasives.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Accès à la voirie publique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès à la voirie publique</p>
<p>Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. L'exploitant assure un nettoyage régulier des chemins ruraux d'accès au site.</p>
<p>Constats : L'accès à la voirie est correctement stabilisé, et la gestion des eaux semble correctement maîtrisée. Ces aménagements sont réalisés en accord avec le Maire de la commune d'Isturits et des usagers de celle-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de ruissellement</p>
<p>Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.</p>
<p>Constats : Les plateformes des aires de stockages des matériaux et de stationnement des engins ont été reprofilées pour faciliter et sécuriser la circulation. Ces travaux ont également permis de reprendre et canaliser les écoulements d'eaux pluviales pour les drainées vers des bassins de décantation évitant des ruissellement vers la voirie. L'aire de stationnement des engins doit être imperméabilisée, l'exploitant nous informe que ces travaux sont prévus pour l'été 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conduite d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 92 mètres. La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 148 mètres NGF.</p>
<p>Constats : La cote minimale d'extraction actuelle est de 175 m NGF, soit 27 m au-dessus de la cote minimale d'extraction.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gradins
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres, En position définitive ces gradins seront inclinés selon une pente maximale de 70°. La pente maximale du talus de la verse à stériles ne dépassera pas 45°, avec une hauteur maximale de 10 mètres entre chaque gradin.
Constats : Les gradins ont fait l'objet de reprise pour les remettre à une hauteur n'excédant pas 15 m. Quelques secteurs sont encore à finaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.7
Thème(s) : Risques chroniques, Banquettes
Prescription contrôlée : En cours d'exploitation, les banquettes devront être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques. La largeur minimale de ces banquettes sera de 10 mètres. En fin d'exploitation, lorsque la banquette n'est plus utilisée comme piste, la largeur pourra être réduite à 4 mètres. La largeur minimale des banquettes de la verse à stériles ne doit pas être inférieure à 4 mètres.
Constats : La largeur des banquettes utilisées comme pistes de circulation pour les engins, est adaptée au gabarit et au poids des engins, ainsi qu'au flux de circulation. En fin de travaux, les banquettes sont réduites à une largeur d'environ 4 m, sauf en cas d'instabilité localisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.8
Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité du massif rocheux d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en place une surveillance de la stabilité de la fosse d'extraction, en compartimentant des secteurs selon les structures géologiques, la lithologie et les différents pendages. Ce suivi identifie 5 familles d'instabilités, et porte une attention particulière sur les instabilités sui-

<p>vantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence d'un glissoirs stratigraphiques dans le secteur central et ouest • Plusieurs zones avec des pendages et des stratifications défavorables • Présence de zones karstifiées • Ravinement entraînant des purges de zones terreuses <p>Pour l'année 2025, la méthode et la conduite de l'exploitation ont permis de gérer correctement ces risques d'instabilités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des remblais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise le stockage des stériles au sud du site de l'autorisation, en amont du ruisseau Honoutocoua sur une superficie de 22 475 m². La hauteur maximale du stockage ne dépassera pas la cote de + 212 m NGF.</p> <p>La réalisation de ce stockage respectera, notamment les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le pied de remblai est ancré dans le terrain naturel par un terrassement préalable, et des enrochements sont mis en place en pied de pente ; * le profilage des gradins permet de collecter les eaux de ruissellement en pied de front pour les diriger vers un réseau de collecte puis vers un bassin de décantation ; * une étude géotechnique pourra éventuellement être réalisée ; * les matériaux mis en place sont régulièrement compactés ; * la pente intégratrice des remblais n'excède pas 35° ; * la stabilité est suivie par un système de jalons, permettant de suivre les mouvements d'affaissement et de glissement. Ceux-ci sont contrôlés visuellement au moins une fois par mois et à chaque épisode pluvieux par le directeur technique des travaux. Une fois par an, un géomètre fait le relevé du positionnement géographique de chaque jalon et définit le déplacement. Ce relevé est transmis à l'inspection des installations classées ; * la reconquête végétale du talus favorise sa stabilité, notamment contre le ravinement ainsi que contre les loupes de glissement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant vient de modifier le dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales en tête de la verse sud. Il doit maintenant poursuivre ces travaux de collecte et de drainage des eaux pluviales sur l'ensemble de la verse.</p> <p>Une surveillance régulière de sa stabilité de la verse par relevé topographique sur 3 points, à l'aide d'un drone, est en place. Le dernier levé a été réalisé en décembre 2025.</p> <p>Le point de mesure n° 3 en pied de verse n'a pu être repéré à cause de la végétation.</p> <p>Les relevés de 2 points, ne montrent pas de déplacement de la verse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL, un échéancier de travaux pour finaliser les travaux de remise en état de cette verse sud.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage autour de chaque point de suivi avant de faire le levé par drone.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : 7.1 Clôtures et accès Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au bord de la fouille en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées. Les bassins de décantation présents sur le périmètre d'autorisation sont munis d'une clôture périphérique avec des panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux « risque de noyade ». 7.2 Éloignement des excavations Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation. De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Le sous cavage est interdit.
Constats : Les secteurs nord et sud semblent correctement clôturés. L'exploitant dispose d'un registre de contrôle des clôtures, dont les deux dernières inspections, ont été réalisées en janvier et avril 2026. Des panneaux indiquant les dangers sont présents. Les bassins de décantation sont clôturés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article Article 8
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;• les clôtures et panneaux de signalisation ;• les bords de la fouille et les talus ;• les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs (cote NGF) ;• les zones en cours d'exploitation * les zones déjà exploitées non remises en état ; <ul style="list-style-type: none">• les zones remises en état ;

<ul style="list-style-type: none"> • la position des constructions, ouvrages ou infrastructures et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; • les bornes visées à l'article 3.2 et le piquetage du périmètre d'extraction; • les pistes et voies de circulation ; • les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ; • les installations fixes de toute nature (basculles, locaux, installations de traitement, ...) <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation a été mis à jour le 30 décembre 2025.</p> <p>Ce plan doit être complété avec les surfaces remises en état, la localisation des bornes périphériques, le plan des réseaux d'eau, notamment les eaux pluviales et les différents dispositifs de traitement de ces eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée. * Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'une couverture amovible étanche. • Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures. * L'aire de distribution de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés dans des endroits visibles, facilement accessibles, proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. • Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; ◦ 50 % de la capacité des réservoirs associés.

<p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques. Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé. • L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours. <p>En cas de pollution accidentelle, l'exploitant informe l'inspecteur des installations classées. Il détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe la DREAL que les aires des stationnements des véhicules et des engins doivent être revêtues par d'un revêtement étanche en juin 2026 (concordance avec un chantier local).</p> <p>L'hangar de stockage des huiles et produits dangereux, ne dispose pas de rétention pour le stockage des eaux d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer la DREAL, dès la réalisation de l'aire étanche pour le stationnement des engins et des poids-lourds. Celle-ci doit permettre la récupération des éventuelles fuites de produits dangereux.</p> <p>De plus, il est demandé de mettre en place un volume de rétention des eaux d'extinction, dimensionné selon la méthode de calcul défini par les guides D9 et D9A définissant les volumes de rétention minimum à mettre en place pour contenir les effluents liquides pollués en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 13 : Eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les eaux utilisées sur le site proviennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un dispositif de récupération des eaux pluviales - du réseau public d'alimentation en eau potable. <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre. Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Chaque année l'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées ses consommations</p>

d'eau de l'année précédente : eau du forage et eau du réseau AEP.
9.3.1 Usages domestiques L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques provient uniquement du réseau AEP. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.
9.3.2 Usages industriels L'eau nécessaire pour les usages industriels : arrosage des pistes, des granulats, nettoyage des véhicules et des installations, etc, provient en priorité du circuit de récupération des eaux pluviales.
Constats : Les eaux utilisées sur le site proviennent de 2 source d'approvisionnement : <ul style="list-style-type: none"> • le réseau AEP • une réserve de récupération des eaux pluviales En 2025, la consommation d'eau provenant du réseau AEP a été de 1 237 m ³
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL, en complément du volume prélevé sur l'AEP, le volume annuel d'eau prélevé sur le dispositif de récupération des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif, de façon à isoler les eaux résiduelles polluées qui doivent subir un traitement et les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées qui sont rejetées directement dans le milieu naturel. Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Les effluents aqueux susceptibles d'être pollués sont collectés puis dirigés soit vers des capacités de récupération étanches, soit vers des installations de traitements (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures) avant leur rejet vers le milieu naturel. Pour les effluents provenant des aires de ravitaillement et de dépotage des carburants, les séparateurs sont munis d'un dispositif à obturation automatique.
Constats : Le réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées, est munis d'un dispositif d'obturation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à la DREAL, le plan des réseaux mis à jour avec toute les modifications réalisées. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les dispositifs de traitement et de sectionnement ...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et portés sur un registre.
Constats : L'exploitant a engagé des travaux de modification de la collecte, du drainage et du traitement de l'ensemble des eaux pluviales de la plateforme des installations de traitement, de stockage des engins, du stationnement des poids-lourds, de l'aire de ravitaillement et de lavage, ainsi qu'une partie de la voirie coupant le périmètre autorisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une attention particulière doit être portée au dimensionnement des canalisations reliant les différents bassins de décantation, installés en cascade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance de la qualité des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des effluents
Prescription contrôlée : 9.7.1 - Points de prélèvements et de mesures Un point de prélèvement d'échantillon et de mesures de la qualité de l'effluent doit être aménagé : * en sortie de chaque dispositif de traitement interne, avant rejet vers le milieu naturel, * au point de rejet de l'eau d'exhaure en pied de verse à stériles, dans le ruisseau « Honoutocoua ». Cet émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées et du service en charge de la police des eaux. 9.7.2 - Contrôle de la qualité des eaux L'exploitant doit faire procéder, deux fois par an, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux rejetées vers le milieu naturel. Cette analyse portera sur les paramètres mentionnés à l'article ci-dessus. Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant. Toute anomalie est signalée sans délai. En cas de dépassements constatés, l'exploitant transmet les résultats accompagnés de commentaires sur les éventuelles causes ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Le suivi des rejets d'eau de l'année 2025, indique pour le 4 décembre 2025, une valeur en MEST de

<p>260 mg/l pour la surverse du bassin de décantation de la verse stériles SO. Ce dépassement correspond à une période de travaux sur les plateformes.</p> <p>Deux dépassements de la valeur du pH ont été mesurés. Cela semble correspondre d'une part pour une intervention sur le poste de distribution d'hydrocarbures, d'autre part suite au percement de la réserve d'eau incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'analyser les résultats de surveillance de la qualité des eaux rejetées pour ce 1er semestre, et si besoin de mettre en place les actions correctives pour corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 17 : Plan de surveillance des retombés de poussières – bilan

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – bilan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.9. - Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>NOTA : Conformément à l'article 14 de l'arrêté du 30 septembre 2016, les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 22 septembre 1994 entrent en vigueur le 1er janvier 2017 à l'exclusion des dispositions :- de l'article 19.2 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2020 ;- des articles 19.4, 19.6 à 19.9 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2018, pour les exploitations de carrière existantes au 1er janvier 2017.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le bilan de la surveillance des retombés de poussières de l'année 2025.</p> <p>Ce bilan indique une élévation du taux d'empoussiérage général lors des campagnes C2 et C3, sans dépasser le seuil de 500 mg/m²/jour.</p> <p>De plus, il est constaté une valeur anormalement élevée de la jauge témoin lors de la campagne C2,, 2861 mg/m²/jour. Ce taux élevé semble correspondre à une période de travail agricole.</p> <p>Il est toutefois demandé d'améliorer les dispositifs de réduction des émissions de poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits.</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.</p> <p>Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>Les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des</p>

<p>substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.</p> <p>Les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.</p> <p>Les déchets produits (déchets ménagers du personnel, chiffons, emballages divers), à l'exception des matériaux de découverte et les stériles, sont stockés dans de petits récipients et évacués selon une filière réglementaire.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur une aire de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Les déchets d'emballage de produits explosifs, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque incendie pour le reste de l'installation, peuvent, après avoir été débarrassés des résidus de produits explosifs qu'ils pourraient contenir, être détruits dans les conditions définies aux articles 75 à 80 du décret n°79-846 du 28 septembre 1979.</p> <p>Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place le tri des déchets, y compris les emballages des produits explosifs.</p> <p>Les 2 séparateurs d'hydrocarbures ont été vidangés le 26 mars 2026 par l'entreprise Lamothe, toutefois l'exploitant n'est pas en mesure de fournir de justificatif réglementaire sur la traçabilité de l'enlèvement à l'élimination de ces déchets dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans les meilleurs délais, l'exploitant doit justifier à la DREAL que les déchets dangereux pompés dans les 2 séparateurs d'hydrocarbures par l'entreprise Lamothe ont été réglementairement pris en charge et qu'un Bordereau de Suivi de Déchets a été établi.</p> <p>Il convient de noter que depuis le 1er janvier 2022, l'utilisation de la plateforme Trackdéchets est obligatoire pour assurer la traçabilité des déchets dangereux. Cette obligation concerne tous les acteurs de la chaîne de gestion des déchets : producteurs, transporteurs, collecteurs, négociants, courtiers et opérateurs de traitement. Les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) doivent être créés, signés et suivis de manière dématérialisée via cette plateforme. En cas de manquement à ces obligations, des sanctions administratives et pénales peuvent être appliquées, conformément aux dispositions du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 19 : Plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 9.9-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit avant le début de l'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'en-

<p>vironnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière à mettre en jour en juillet 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL pour septembre 2026, la mise à jour du plan de gestion des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Bruits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 11.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>11.1.1 Véhicules et engins</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23.01.1995 et des textes pris pour son application).</p> <p>En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.</p> <p>Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des États membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>11.1.2 Appareils de communication</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>11.1.3 Niveaux acoustiques</p> <p>Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs</p>

<p>admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergence réglementée :</p> <p>* Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) : 6 dB (A)</p> <p>* Supérieur à 45 dB (A) : 5 dB (A)</p> <p>L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>11.1.4 Contrôles</p> <p>Tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesurage des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p> <p>Une campagne complémentaire de mesurage des niveaux d'émission sonore doit être effectué dans le mois suivant la mise en place de l'installation mobile de concassage.</p> <p>Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant leur réalisation.</p> <p>Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>Constats :</p> <p>Le contrôle des niveaux sonores a été réalisé le 19 février 2026 par NORMEC Abiolab PBE de Lanhon. Les résultats de ces mesures n'indiquent aucun dépassement de l'émergence sur les 2 points de mesures extérieurs.</p> <p>Le niveau de bruit sur le point de mesure en limite de propriété respecte la valeur maximale de niveau de bruit réglementaire.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 14.3
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, détaillé dans le dossier de demande d'autorisation, la remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • carrière et zone de stockage des déchets d'exploitation mise en sécurité de l'ensemble des fronts de taille ; <ul style="list-style-type: none"> ◦ maintien d'une largeur de banquette d'au moins 4 mètres ; ◦ maintien des clôtures autour des zones potentiellement dangereuses ; ◦ talutage de certains fronts d'exploitation pour la création de zones d'éboulis ; ◦ conservation des pistes d'accès au carreau ; ◦ stabilisation des fronts des remblais par l'implantation de végétation pionnière ; ◦ sécurisation des banquettes et création d'un substratum favorable à une reconquête spontanée de la végétation ; ◦ plantation de bosquets arbustifs et arborés ; ◦ création de prairies permettant d'assurer une continuité avec les alentours ;

<ul style="list-style-type: none"> ◦ nettoyage complet du site ; ◦ suppression de la signalisation spécifique à l'exploitation de la carrière. • Unité de traitement des matériaux et zone de stockage des matériaux évacuation des stocks ; <ul style="list-style-type: none"> ◦ démontage et évacuation des structures et équipements liées aux installations de traitements ; ◦ évacuation des déchets ; ◦ décompactage du sol et création d'un substratum favorable à une reconquête spontanée de la végétation ; ◦ plantation de bosquets arbustifs et arborés ; ◦ création de prairies permettant d'assurer une continuité avec les alentours ; ◦ nettoyage complet du site ; ◦ suppression de la signalisation spécifique à l'exploitation.
<p>Constats : L'exploitant a engagé des travaux de remise en état sur 2 zones de banquettes en partie sommitale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Constitution des garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'au 23/12/2028. La vérification par calcul des surfaces actuellement en travaux avec les surfaces de la 3ème phase du calcul des garanties financières, ne présente pas de dépassement conduisant à une augmentation du coût de la remise en état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>